

Les Français encore plus déterminés qu'en 1995.

Sondage CSA, *Le Parisien* 12 mai 2003

(...) Mais, et c'est l'information la plus surprenante que nous livre le sondage réalisé par l'institut CSA pour « le Parisien » et « Aujourd'hui en France », ils sont plus nombreux qu'à l'époque à soutenir les grèves et les manifestations de demain. Plus de deux Français sur trois expriment ainsi leur sympathie pour ce mouvement, contre 54 % seulement en 1995 lors du plan Juppé (dont les retraites, il est vrai, ne constituaient qu'une des composantes). Si le Premier ministre peut soutenir que ce « n'est pas la rue qui gouverne », il pourra en revanche difficilement faire abstraction de l'adhésion « par procuration » que semble témoigner aux syndicats une majorité massive du corps social. Une durée de cotisation plus longue, des pensions probablement diminuées, malgré les affirmations officielles... Les Français se sont tous saisis de leur calculatrice pour tenter d'estimer, à l'aune des premières intentions gouvernementales, quel sera leur sort dans deux, dix, vingt ou trente ans. Et les résultats les inquiètent.

Convaincus que les pensions vont baisser Tous les Français se sont saisis de leur calculatrice et ont une idée plus ou moins précise du sort qui les attend en matière de niveau de leur retraite. Ils sont une majorité (58 %) à estimer qu'ils percevront au maximum 70 % du montant de leur dernier salaire, ce qui équivaut, dans la plupart des cas, à une diminution de la retraite à laquelle ils auraient droit aujourd'hui, avant la réforme. Ils sont plus nombreux dans le secteur privé que dans le public à tabler sur une pension inférieure à 50 % à leur dernier salaire. Une attitude fréquente chez les cadres moyens.

Mécontentement plus fort qu'en 1995 C'est la grande surprise de ce sondage. Deux Français sur trois affirment soutenir ou avoir de la sympathie pour la manifestation qui aura lieu demain. Un pourcentage beaucoup plus élevé qu'en novembre 1995 (54 % à l'époque), lors des grandes grèves provoquées par le plan Juppé. Le gouvernement, qui pensait avoir tiré les leçons de cet épisode, en ne s'attaquant pas directement aux régimes spéciaux de la fonction publique et en jouant le jeu de la concertation, ne restera probablement pas insensible à ce résultat. « Ce sondage prouve que nous entrons dans une nouvelle phase de la réforme Fillon car le débat devient vraiment public », souligne Stéphane Rozes, directeur de CSA-Opinion. Dans le détail, l'étude révèle que ce soutien est plus fort chez les sympathisants de gauche (à 80 %) que de droite, mais même ces derniers se prononcent largement (à 45 %) en faveur de la mobilisation.

Les cadres, les moins inquiets de tous Tous les groupes sociaux sont plutôt inquiets des conséquences de la réforme sur leur retraite. Y compris les chefs de petites entreprises, les commerçants et les professions indépendantes. Les personnes peu ou pas diplômées sont les plus préoccupées. Tout comme les employés et les ouvriers. En revanche, les cadres (37 % affirment ne pas être inquiets) sont relativement plus sereins en raison de leur capacité financière à arrondir leur future retraite grâce à de l'épargne individuelle. Une forme de capitalisation que le gouvernement est décidé à aider fiscalement.